APPRENDRE DES MEILLEURES PRATIQUES : UNE APPROCHE INTERNATIONALE POUR COMBATTRE L'ANTISÉMITISME

John Mann fut élu Membre travailliste du Parlement pour Bassetlaw en juin 2001. John a dirigé des campagnes hautement publicisées sur la dette des consommateurs, l'héroïne et le traitement de la toxicomanie, le jalonnement de pierres tombales et la double facturation par des avocats pour les demandes d'indemnisation des mineurs. John a été réélu au très influent Treasury Select Committee en janvier 2009. Dans une période antérieure au sein du comité, il a dirigé une campagne pour une plus grande transparence dans l'industrie du crédit à la consommation. John a également été Secrétaire parlementaire particulier auprès de la Ministre des Olympiques à ce moment,Tessa Jowell, et pour Richard Caborn, alors Ministre des sports. Avant d'entrer au Parlement, il a travaillé pour Amalgamated Union of Engineering Workers (AEEU), le UK Trade Union Congress (TUC) et le Labour Trade Union Liaison Organisation (TULO). Il est un ancien président des étudiants du travail et juste avant son élection, il a été impliqué dans la gestion de son entreprise familiale. Depuis 2005, il est président du All-Party Group Against Antisemitism et a demandé la tenue d'une enquête parlementaire sur l'antisémitisme.

Danny Stone est le Directeur de la Fondation du comité parlementaire contre l'antisémitisme (PCAA Foundation) et le Secrétaire du All-Party Parliamentary Group Against Antisemitism. Avant d'occuper ce poste, Danny était un lobbyiste senior à la Royal Society for the Protection of Birds, conseiller politique pour Lord Janner de Braunstone QC et impliqué dans la politique nationale étudiante de 2003 à 2005. Danny détient un BSc en Biologie de l'Université de Nottingham et détient le grade de MCIPR grâce à son diplôme en Relations publiques.

RÉSUMÉ

Bien que l'effort international pour lutter contre l'antisémitisme existe depuis longtemps, on a pu voir un renforcement graduel de la cohérence de l'approche. En tant qu'antiracistes, nous devons apprendre des meilleures pratiques des gouvernements nationaux, des parlements et des ONG afin de faire avancer notre cause. Au Royaume-Uni, les facteurs clés de succès incluent notre capacité à travailler avec tous les partis politiques, notre indépendance de, mais aussi notre communication efficace avec, la communauté juive et un engagement à faire en sorte que l'action du Gouvernement contre la haine raciale soit incluse dans l'approche. Dans ce texte, nous faisons valoir que de tels exemples de bonnes pratiques seront essentiels pour résoudre les questions, toujours en suspens, de l'antisémitisme mondial, nommément la négation de l'Holocauste dans la région Baltique, le discours haineux dans l'enseignement supérieur, la haine sur Internet et le « hooliganisme » racial par les blancs.

L'APPROCHE DU ROYAUME-UNI

En 2005, ayant assumé la présidence du All-Party Parliamentary Group Against Antisemitism, j'ai demandé la tenue d'une enquête parlementaire sur l'état de l'antisémitisme au Royaume-Uni. Il s'en est suivi une cure de rajeunissement, sinon une révolution, dans l'approche de la lutte contre la haine raciale au Royaume-Uni et ailleurs. Il y a un certain nombre de facteurs clés qui ont contribué à notre réussite lesquels seront développés ci-dessous.

Au Parlement du Royaume-Uni, tous les groupes et enquêtes multipartis ont traditionnellement eu un caractère informel. Nous avons pris la décision d'adopter le format d'un « comité restreint » qui, dans notre Chambre des communes, s'assure que le gouvernement rende ses comptes. Nous avons demandé à un ancien ministre, le très honorable Denis MacShane, de présider l'enquête et de trouver ensuite 13 autres participants parmi lesquels figuraient de nombreux parlementaires sénior. Un facteur

essentiel de notre succès fut qu'aucun de ces participants était juif ou le représentant d'importantes circonscriptions juives — tout comme moi-même. Une autre considération importante a été la nature « multiparti » de notre travail. Évacuer la politique partisane de nos efforts a fait en sorte que nous avons gagné le soutien nécessaire du leadership de tous les partis, tout en assumant la responsabilité de lutter contre l'antisémitisme qui émanait de notre propre arrière-cour. Ainsi, en termes de constitution et de réputation, nous étions indépendants et pris au sérieux dès le départ.

Utilisant ceci à notre avantage, nous avons été en mesure d'obtenir des témoins de haut niveau. Le ministre de l'Intérieur et le procureur général ont été parmi ceux qui ont témoigné devant le comité et les audiences ont été menées en grande partie de la même façon que les audiences de contrôle formelles. Les 14 députés impliqués ont conclu qu'il y avait eu une montée de l'antisémitisme au Royaume-Uni ces dernières années et le panel a été choqué par les détails appris pendant le processus de l'enquête. En conséquence, ils ont publié un rapport avec 35 recommandations pour le gouvernement, le Parlement et la société civile en septembre 2006. Dans une autre première parlementaire, et testament de l'estime exprimée pour le panel, nous avons obtenu une réponse officielle du gouvernement à notre rapport en avril 2007, lequel fut suivi par un rapport sur les progrès faits jusqu'en 2008 et un troisième rapport est attendu en décembre 2010.

Sans doute la plus importante de toutes les actions du gouvernement dans sa réponse à notre enquête a été la création du groupe britannique de travail interministériel sur l'antisémitisme. Ce fut un groupe composé de représentants de tous les ministères concernés ainsi que des représentants clés de la communauté juive. Le groupe était très important pour trois raisons. Tout d'abord, cela signifiait que les ministères du gouvernement discutaient entre eux de l'antisémitisme et de haine raciale d'une manière qui n'était pas préconisée auparavant. Deuxièmement, ce groupe s'est assuré de l'implication des ministères dans le processus de suivi et, troisièmement, il a fourni une excellente plateforme pour la collaboration avec la communauté juive afin que les actions puissent être surveillées et effectuées avec les parties clé concernées. Il va sans dire que l'implication parlementaire continue et le contrôle ont été utiles pour assurer l'engagement d'une succession de premiers ministres et de gouvernements envers notre programme.

Donc, passons aux résultats de ce travail combiné. Nous avions là, bien sûr, une enquête historique et une réponse du gouvernement. Ensuite, prit place la création d'un Groupe de travail interministériel unique sur l'antisémitisme et, plus tard, d'un sous-groupe sur l'enseignement supérieur. Sans doute le plus grand succès, cependant, a été l'engagement du Crown Prosecution Service (CPS) — le plus souvent connu ailleurs sous le nom de Service des poursuites pénales. Le CPS a été critiqué dans le rapport d'enquête à cause de la disparité entre le nombre d'incidents reliés à l'antisémitisme et le nombre de poursuites. Ils ont fait enquête sur cette question et leur rapport subséquent et programme de travail est un exemple par excellence des meilleures pratiques. Le manuel de formation pour les juges a littéralement été réécrit. En outre, nous avons obtenu d'autres organisations des guides sur les meilleures pratiques pour le secteur de l'enseignement supérieur (universitaire) et des rapports subséquents sur le discours antisémite. En termes de développements pratiques, la formation de la police sur les crimes haineux s'est développée et améliorée grâce en partie à notre travail.

Bien que certaines recommandations aient été plus lentes à mettre en œuvre, elles vont bientôt se concrétiser. Celles-ci incluent notamment des chiffres détaillés provenant du service de police (le CST de la communauté juive fait la collecte de ces données depuis de nombreuses années) sur les crimes haineux antisémites et le financement de la sécurité dans les écoles juives pour n'en citer que deux.

D'autres initiatives proactives ont résulté de notre travail. Le développement d'un programme conjoint de jumelage d'écoles interconfessionnelles avec le gouvernement et le secteur caritatif est essentiel pour s'assurer que les générations futures se comprennent mieux l'une l'autre. Un autre programme, BIRAX, réunit des universitaires israéliens et britanniques dans un mouvement visant à faire cesser le soutien au boycott d'Israël, un autre sujet de notre enquête.

Enfin, nous pouvons compter la réplication du modèle d'enquête de l'APPG au niveau international (le plus récemment au Canada) et les interventions de l'Office britannique des Affaires étrangères en matière d'antisémitisme à l'étranger — et plusieurs autres à suivre.

Donc, en guise de rappel, la nature « multiparti », indépendante et officielle de notre travail a été en grande partie garante de notre succès. Hélas, bien qu'on puisse certainement considérer la situation au Royaume-Uni comme s'étant améliorée, des préoccupations méritent notre attention soutenue à la fois à la maison et à l'étranger.

Sur le plan thématique, il serait négligent de ne pas mentionner le conflit au Moyen-Orient — même si je ne vais pas m'attarder là-dessus. Il est du point de vue des auteurs que bien que ce conflit continue et que les passions s'enflamment, il y a toujours un risque que le conflit s'étende dans les rues de Londres, Paris, Berlin ou encore New York. Les efforts visant à faire la paix sont essentiels, mais en plus, les gouvernements exigent des plans bien disposés pour impliquer les communautés et faire des appels au calme en période de crise. Il existe cependant trois ou quatre problèmes plus tangibles qui nécessitent une attention urgente.

La clé de notre travail futur est la nécessité d'un regard détaillé sur ce qui se passe avec l'antisémitisme et

en particulier avec le révisionnisme de l'Holocauste par les partis politiques en Pologne, en Lituanie et en Lettonie. Nous avons exposé nos préoccupations par rapport à la communauté juive de la Lettonie lors d'un débat sur l'antisémitisme au Parlement du Royaume Uni. Le livre « bestseller » en Lettonie à Noël en 2007 a été une diatribe ouvertement antisémite par Andris Grutups, co-fondateur et avocat pour le parti au pouvoir de la Lettonie. Son livre pourrait se résumer ainsi : « les Juifs devaient s'y attendre parce qu'ils étaient tous communistes. » En effet, il y a eu une résurgence, depuis les vingt dernières années, de l'ultranationalisme dans les anciens États soviétiques, ce qui résulte en la création d'un nouveau récit du stalinisme comme étant le plus grand mal de la période de la Seconde Guerre mondiale. Comme il a été souligné par Jonathan Freedland, un journaliste de premier plan du Royaume-Uni, le Musée Vilnius des victimes du génocide commémore 74.500 Lituaniens persécutés sous le régime de Moscou tout en ignorant les quelque 200.000 Juifs assassinés par les Lituaniens. En Lituanie, trois survivants de l'holocauste font maintenant partie d'une enquête de « pré-procès » mené par des avocats de l'État pour de prétendus « crimes de guerre ». La Lituanie présente quant à elle un bilan désastreux en ce qui a trait à la poursuite des criminels de guerre nazis. Cette préoccupation au sujet des attitudes de la Lettonie et des autres pays baltes par rapport au rôle des Allemands dans la Seconde Guerre mondiale a également été notée dans un rapport au Bureau du Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Cet angle révisionniste, sous lequel les Lituaniens, les Lettons et les Polonais ont été des victimes plutôt que des auteurs, entrave les efforts collectifs pour aller de l'avant en tant que civilisation.

La Déclaration de Prague, qui circule actuellement dans les comptes de messagerie au Parlement européen, est peut-être le mode de réalisation politique le plus sinistre de l'argument. Elle utilise un écran de fumée formé de préoccupations légitimes à propos des maux associés aux régimes communistes afin d'insister pour que le communisme soviétique et le fascisme nazi soient déclarés égaux. Ses recommandations incluent notamment la réécriture des manuels scolaires afin de « corriger » cette histoire. Ses auteurs établissent des parallèles entre les crimes nazis et soviétiques pour les auditoires de l'Europe de l'Ouest — et alors que nous devenons une société de plus en plus mondialisée, cette tentative de réécrire l'histoire est à la fois importée et exportée. Au Royaume-Uni, nous allons travailler avec le ministère des affaires étrangères pour nous assurer que ce sujet soit mis à l'ordre du jour en utilisant les instruments européens pertinents. Il va sans dire que tout pays qui assumera la présidence d'une organisation ou d'un groupe européens devra être irréprochable vis-à-vis de son action contre l'antisémitisme. En attendant, le fait que notre premier émissaire pour les problèmes post-Holocauste, Sir Andrew Burns, ait été nommé est un testament à la gravité avec laquelle notre gouvernement aborde ces questions.

Bien sûr, des stratégies pan-européennes et mondiales seront essentielles pour répondre à deux questions de longue date qui demeurent en suspens, l'Internet et les universités.

Pour les étudiants, les universités peuvent être des endroits excitants pour l'élargissement de l'esprit et de l'expérience. Il est triste, par contre, que les étudiants juifs se sentent mal à l'aise sur certains campus en raison de la prévalence de sentiments hostiles antisémitiques. Il existe des preuves qui suggèrent que les étudiants juifs qui font une demande d'admission à l'université semblent prendre des décisions non pas selon des motifs académiques, mais plutôt selon leur perception de l'antisémitisme sur les différents campus. Le phénomène du discours haineux est particulièrement préoccupant.

Bien que la liberté d'expression est essentielle à la pensée académique et à la découverte, trop souvent des conférenciers sont invités sur des campus aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et ailleurs qui, s'ils n'enfreignent pas les lois à l'incitation, se tiennent aux abords de la conformité légale. La capacité des conférenciers propagateurs de haine de se faire connaître et de communiquer si facilement leur permettent de voyager à travers les frontières géographiques. Au Royaume-Uni, nous cherchons à poser une action immédiate incluant la dissémination d'un guide pour les universités sur la façon avec laquelle gérer le discours haineux sur le campus et la loi, ce qui place des limites bien visibles afin de démarquer le débat légitime du discours haineux. Heureusement, les universités du Royaume-Uni et les unions nationales étudiantes du Royaume-Uni travaillent à cet objectif. Elles ont la chance d'avoir des exemples de meilleures pratiques à suivre, comme l'Université de Birmingham — qui sera bientôt rejointe par l'Université de Manchester — qui emploient un processus de demande de conférencier par lequel des objections peuvent être soulevées avant qu'un discours ne soit livré. À l'avenir, il est à espérer que nous verrons une échelle de mesures de conformité, de lignes directrices générales pour l'invitation de conférencier à la signature à l'avance de contrats de comportement.

Bien sûr, dans un secteur qui, à juste titre, garde ses libertés farouchement, l'action visant à protéger ces libertés peut être difficile — ce qui nous mène à l'Internet. Beaucoup de travail a été fait et il reste encore beaucoup à faire par rapport à la haine en ligne. Il y a d'innombrables exemples de pages racistes et antisémites en ligne. Un certain progrès a tout de même été réalisé à l'OSCE et il n'est maintenant plus impossible d'envisager l'établissement d'une norme — de la même manière que les paiements sécurisés sont signalés à l'heure actuelle — par des prestataires de services Internet qui peuvent récompenser ceux qui agissent contre la haine en ligne. Au Royaume-Uni, l'affaire Sheppard et Whittle a initié un mouvement révolutionnaire pour nous faire

avancer. Deux hommes britanniques ont été emprisonnés, s'étant vu refuser l'asile aux États-Unis, pour avoir publié et distribué du matériel raciste en ligne. Et ce, malgré le fait que le serveur hôte pour leur matériel était basé aux États-Unis. Nous espérons que ceci servira de base pour beaucoup plus de cas contre la haine raciale sur les sites Internet au Royaume-Uni et à l'étranger. En effet, nous sommes en train de préparer une deuxième conférence ministérielle du Royaume-Uni sur l'Internet qui se tiendra à la fin de 2010 par notre ministère de la Culture, des Médias et du Sport sur ces questions et d'autres.

Enfin, un court mot sur le football. À l'été 2012, le championnat européen de football sera organisé conjointement entre la Pologne et l'Ukraine. L'attention du monde sera en partie dirigée vers le sport avec les Jeux olympiques de 2012 qui suivront presque immédiatement. Comme il a été noté à la télévision, dans de nombreux magazines et des rapports sur le Web, il existe un mouvement de plus en plus solide de « suprématisme blanc » d'extrême droite lié au hooliganisme dans le football dans de nombreux pays, notamment la Pologne et l'Ukraine. Malgré cela, une grande partie des activités de l'extrême-droite continuent d'être sous-déclarées et non contestées. Malheureusement, la situation économique à travers le monde rend de plus en plus douteuse la possibilité que des ressources soient dédiées, par la police ou des organismes de réglementation du football, à la lutte contre ce problème. Par conséquent, il en tient aux parlementaires, aux antiracistes et aux amateurs de football à travers le monde de s'assurer que ces jeux se déroulent à la fois avec un regard nécessaire sur le « suprématisme blanc » et, dans le cas des championnats de 2012, une éducation efficace sur l'Holocauste pour les joueurs et les fans.

En résumé, il y a des défis clé à relever qui demanderont une réflexion et une action cohérentes en utilisant les exemples de meilleures pratiques qui sont disponibles. Je suis conscient du succès du Royaume-Uni et de ce que nous devons apprendre de nos échecs. Il est espéré que dans ce texte et au-delà de celui-ci, on puisse contribuer à partager ces informations pour l'amélioration de notre lutte contre l'antisémitisme et le racisme et à avancer vers la création d'une société mondiale qui soit meilleure et plus tolérante.